

5

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MIGRATION

Mardi 29 juin 2021, 3 PM CEST

POINTS D'ACTION

Le changement climatique s'entrecroise avec d'autres pressions et vulnérabilités. Nous devons comprendre ces intersections de manière spécifique au contexte, en adoptant des approches intersectionnelles pour aborder les préoccupations et les sources de vulnérabilité structurelle. Voir comment les différents impacts climatiques pourraient conduire - ou conduisent déjà - à quelles situations et défis, et pour qui. Cela implique de considérer le changement climatique et l'action climatique parallèlement à la politique de migration, à la réduction des risques de catastrophe et aux réponses humanitaires.

Garantir la participation et la représentation des femmes. Intégrer les priorités des femmes en matière de changement climatique dans les politiques et actions migratoires et humanitaires. S'appuyer sur les points forts des femmes et veiller à ce que les femmes et les filles soient représentées dans la prise de décision et renforcer la capacité des femmes à rendre la migration plus sûre et plus adaptable.

Gouvernance mondiale et régionale : Renforcer les droits et les protections. Les gouvernements doivent établir des cadres politiques régionaux pertinents en matière de migration, comme le soulignent les objectifs 2 et 5 de la MCG. La protection des droits humains des migrant.e.s doit être présente et effective dans les pays d'origine, de transit et de destination. Il sera important pour la société civile de nommer quelques messages clés qui résonnent dans de nombreuses régions, et de les intégrer dans notre plaidoyer, afin de renforcer les droits et les protections qui reflètent les impacts du changement climatique sur la migration.

Gouvernance nationale : Construire des réponses centrées sur l'homme, à l'échelle du gouvernement et de la société. Nous devons adopter des politiques tournées vers l'avenir et centrées sur les personnes - c'est-à-dire des politiques qui prennent en compte les vastes conséquences humaines des déplacements, des migrations et des relocalisations planifiées à moyen et à long terme ; et non des réponses étroites qui se concentrent uniquement sur l'indemnisation des biens et des actifs économiques, ou qui se concentrent uniquement sur les besoins humanitaires immédiats en cas de catastrophe, sans se préoccuper du rétablissement et des avenir durables.

Nommer et refléter le deuil climatique dans nos approches. La perte de la terre, de la souveraineté, du lien avec la culture et les ancêtres, et le risque d'apatridie font partie des menaces auxquelles sont confrontés les habitants des nations insulaires du Pacifique. Cela a rendu les discussions sur le changement climatique, la migration et le déplacement dans la région plus existentielles et émotionnellement chargées ; et à son tour, rend la discussion sur les besoins et les stratégies de mobilité humaine difficile pour beaucoup de gens. Alors que nous construisons des réponses solidaires et collectives au changement climatique et à la migration, nous devons tenir compte des dimensions émotionnelles et psychologiques du climat et du déplacement, et intégrer les droits culturels et les besoins spirituels dans la planification et l'élaboration des politiques.

Durabilité de l'agriculture, moyens de subsistance et mobilité. Nous devons également reconnaître où et quand le changement climatique, parallèlement à d'autres facteurs, impose des limites à l'adaptation, de sorte que l'agriculture et les moyens de subsistance basés sur la terre ne sont plus possibles. Cette perspective devrait être incluse dans la planification urbaine et régionale, afin d'élargir les options disponibles et de lier la mobilité interne à des opportunités de moyens de subsistance alternatifs.

Augmenter les ressources pour les communautés affectées par le climat, y compris pour la gouvernance des migrations. Les communautés touchées par le changement climatique ne reçoivent pas suffisamment de ressources financières, alors qu'elles ont besoin de toute urgence de contrôler les décisions et les ressources pour gérer les risques et s'adapter aux changements qui se produisent déjà. L'adaptation, la résilience climatique et la réduction des risques de catastrophe sont toutes des biens publics et nécessitent un financement public solide. Les ressources destinées à renforcer la gouvernance des migrations et à faire en sorte que la mobilité liée au climat soit sûre et digne font partie de cette lacune plus large du financement climatique.

Améliorer les données disponibles pour renforcer la réduction des risques et améliorer la gouvernance des migrations. Pour que les systèmes d'alerte précoce et les autres efforts de réduction des risques de catastrophe soient efficaces, nous devons identifier les infrastructures d'information et de communication dont disposent les gouvernements locaux et les communautés, ainsi que les lacunes à combler, notamment en ce qui concerne l'accès aux droits, aux protections et aux services essentiels, en particulier dans le cadre des parcours migratoires mixtes. Ces questions doivent être abordées parallèlement à la collecte de données sur les risques de catastrophes à déclenchement lent ou soudain, afin d'améliorer la gouvernance des migrations dans le cadre d'une action climatique plus large.

Inclure l'expérience vécue des populations autochtones dans le discours sur le changement climatique et la migration. Les stratégies d'adaptation doivent s'inspirer des approches culturelles autochtones en matière de modes de vie durables et d'atténuation des effets du changement climatique.